



3000 FERMES

Bio

EN BRETAGNE



Dossier de presse



Réseau Gab • Frab
Les Agriculteurs Bio de Bretagne

Le Sommaire

- 3** - L'édito
- 4** - Les chiffres clés
- 5** - Les grandes tendances
- 6** - De nouvelles opportunités
- 11** - Le Pôle Conversion
- 12** - Le portrait
- 14** - Le réseau GAB-FRAB





JULIEN SAUVÉE
VICE-PRÉSIDENT DE LA
FRAB

ÉLEVEUR BIO
À MELESSE (35)

Il y a trois ans, nous passions le cap des 2000 fermes bio en Bretagne. En pleine campagne des élections régionales, Patrick Guillaume, président de la FRAB, faisait le vœu « qu'à la fin de la prochaine mandature nous puissions fêter le cap de la 3000^e ferme bio bretonne ». Objectif atteint, c'est aujourd'hui que nous accueillons la 3000^e ferme bio en Bretagne, et ce largement avant la fin de mandature du Conseil régional.

Alors qu'on ne s'y attendait pas, l'année 2018 est désormais la plus grosse année de progression de la bio en région avec 446 nouvelles fermes bio. Elle surpasse donc 2016, qui demeurait jusqu'à présent l'année de tous les records. Sur ces nouvelles fermes, 60% sont des installations et 40 % des conversions. Depuis deux ans, une installation aidée sur 3 se fait en bio en Bretagne, voire près d'une sur 2 dans le Morbihan (42%). La dynamique se confirme et en parallèle les dernières données de l'Agence bio positionne la Bretagne en tête des régions consommatrice de bio, puisque 77 % des Bretons affirment consommer des produits bio au moins une fois par mois. Cela confirme que plus on accroît la disponibilité et l'accessibilité des produits bio, plus les consommateurs sont au rendez-vous.

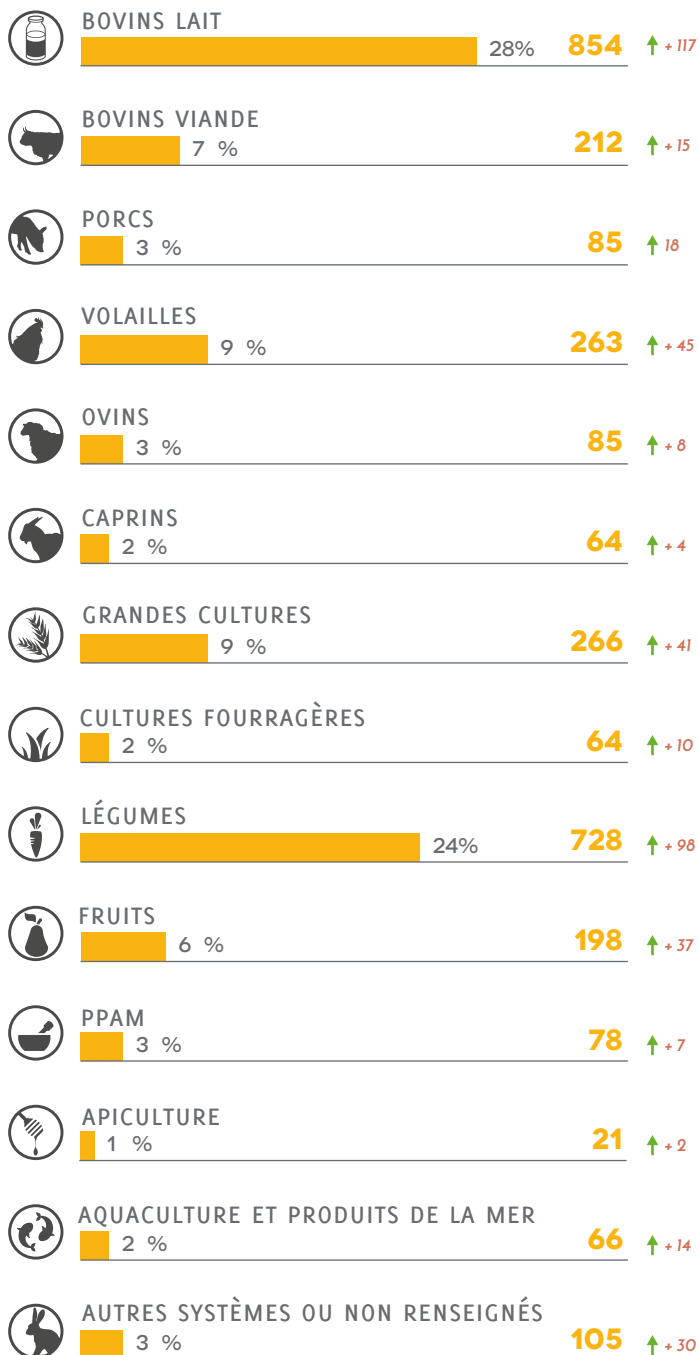
Derrière ces chiffres encourageants, les nouveaux bio s'appellent Elodie, Guillaume, Sophie ou encore Erwann. Comme nous, ils ont choisi de lier leur destin à celui de leurs Terres, leurs cultures et/ou leurs animaux. Voilà ce qu'est une ferme bio, un juste équilibre entre un projet de vie, un lieu, une histoire et un territoire. Notre vision de la bio ne se limite pas à un cahier des charges et nous ferons tout pour que les 1000 prochaines fermes bio ne se résument pas à des sociétés fictives (se limitant à un bâtiment bio hors sol au milieu de terres traitées) ou encore des atelier ayant pour seul objectif de compléter une gamme (seul moyen pour certain pour continuer à vendre des produits peu qualitatif)

Cela dit, la majorité de ceux qui nous rejoignent en ce moment le font par conviction et envie de contribuer à la transition agricole. Alors, bienvenue à eux !

Les chiffres clés

Activités dominantes des fermes bio

Chiffres au 1^{er} janvier 2019



% DU NB DE FERMES BIO TOTAL

NB DE FERMES BIO ↑ + nouvelles certifs. dans l'année

Sources : Observatoire de la Production bio 2019, FRAB ; AgenceBio-OC

Fermes

Chiffres au 1^{er} janvier 2019



3050
fermes
engagées en
bio



11,5 %
des fermes
bretonnes



+ 12,5 %
depuis le 1^{er}
janvier 2018

446
nouvelles fermes
bio en 2018 (40%
de conversion,
et 60% d'instal-
lation)

6^E
Région
en nombre
de fermes bio

**X 3 EN
10 ANS**
1000 fermes bio
en 2008

Surfaces



107 000
hectares
bio ou en
conversion
(estimation)



6,6 %
de la SAU
régionale, en
2017



+ 12,5 %
en 2017

+ 26 900 ha
en 5 ans

+ 36 700 ha
en 10 ans



6^E Région
en nombre
d'ha bio

10^E Région
en % de
SAU bio



6
communes sur 10
ont au moins une ferme bio
sur leur territoire

En France

36 691 Fermes bio
8,2 % des fermes française (+14% Vs 2017)

1 700 000 d'hectares bio
65% de la SAU nationale (+13% Vs 2017)

Les grandes tendances



Conversion en lait

Forte dynamique de conversions en système laitier depuis 3 ans.



Installation en légumes

Installation croissante et continue en légumes (maraîchage diversifié)



1 sur 3

1 installation aidée sur 3 en agriculture se fait en bio en Bretagne



Un marché porteur

Entre 2016 et 2017, le marché bio a progressé de 178%. En 2017, pour atteindre 8,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires de la bio en France a été multiplié par 4 en 10 ans (2,1 milliards en 2007).

En Bretagne, 77% des gens consomment des produits bio au moins une fois par mois. 18% en consomme tous les jours

Source Agence Bio



Plus d'emplois

On compte en moyenne 2,4 emplois sur une ferme bio, contre 1,5 sur une ferme conventionnelle. Aujourd'hui, en France, la bio emploie 134 500 personnes (dont 88 400 emplois directs dans les fermes), ce qui représente 12,5% des emplois agricoles nationaux.

En Bretagne, on estime à 1450 le nombre de salariés embauchés à temps plein sur les fermes bio en 2016.

Source INRA, Agence Bio,



Des filières de proximité

60 % des fermes bio pratiquent la vente directe. En bio, les systèmes de vente plus nombreux et diversifiés, ce qui permet de sécuriser les systèmes. Les organisations économiques de producteurs bio permettent aux producteurs de maîtriser leurs circuits de distribution



De nouvelles opportunités pour les producteurs bio

DYNAMIQUES EN LAIT BIOLOGIQUE, POINTS CLÉS : LA GESTION DES VOLUMES ET DES DÉBOUCHÉS

Les estimations pour 2018 font état d'une collecte d'environ 850 à 870 millions de litres au niveau national et près d'un milliard de litres de lait fin 2019 (source : CNIEL), soit à plus 35% par rapport à la même période en 2017 ! Cela représente 2,7% de la collecte de lait de vache en France.

En lait bio, les dynamiques de développement se font souvent par vague... Car le contexte conjoncturel joue énormément sur les conversions (vagues de conversions sur les périodes de 2009-2010 puis 2015-2016). Cependant, les volumes sont systématiquement absorbés.

En 2018, le Grand Ouest (Bretagne et Pays de la Loire) représente 38.5% de la collecte nationale. En 2017, 22% de la collecte nationale de lait bio est réalisée sur le territoire breton spécifiquement.

La Bretagne se positionne comme étant la première région française en nombre de vaches laitières bio.

Les principaux acteurs de cette filière lait bio en Bretagne sont Biolait, groupement de producteurs 100% bio, ainsi que des entreprises coopératives Le marché Français est majoritairement contrôlé par Biolait et Lactalis, qui sont particulièrement regardant sur la fiabilité de leurs débouchés.

L'ensemble des produits laitiers bio transformés continuent leur progression en France (+30% sur le beurre et +29% sur les fromages frais notamment sur les 10 premiers mois de 2018). Concernant les ventes, les produits transformés sont en forte progression : +31% en fromage, +20% en lait conditionné, + 24% en beurre, + 17% en crème et + 15% en ultra frais sur les 10 premiers mois de 2018 (source : CNIEL 2019).



DYNAMIQUES EN BOVINS VIANDE BIOLOGIQUES : L'AVENIR S'ANNONCE BON

Toujours autant de besoin en volumes sur 2018, mais peu de porteurs de projets ou de conversions donc des filières peu dynamiques en terme de développement...

Et pourtant, tout le monde en cherche de la viande bio : Bretagne Viande Bio, groupements de producteurs 100% bio, Bigard-Socopa-Charal, Intermarché, Leclerc...

L'avenir de la filière s'annonce donc bon, à condition d'avoir des conversions, des installations, et des reprises de fermes, beaucoup de départs à la retraite pressentis dans les années à venir, dans ce contexte, la gestion des volumes n'est pas aisée !

Les nombreuses conversions d'élevages laitiers de 2016 et 2017 permettent par contre d'envisager l'augmentation nette de l'offre en viande de réforme sur le marché à moyen terme et de satisfaire ainsi une part de la demande.

DYNAMIQUES EN PORCS BIOLOGIQUES : PAS ASSEZ D'OFFRE !

Sur la filière porcine, des difficultés ont encore été rencontrées cette année pour couvrir la demande, et ce malgré une hausse de 8% des volumes d'abattage français (11 171 t).

Les professionnels ont dû gérer des ruptures en attendant les arrivages des conversions et des installations qui ne commenceront à produire significativement qu'en 2019. En 2017, on compte 487 fermes françaises engagées en porcins bio, dont 50 en conversion, soit une progression de 14% du cheptel.

La stabilité des cours du porc bio et le poids de la demande offrent des perspectives positives pour les opérateurs de la filière qui optent pour une conversion (source Commission Bio Interbev). La filière est actuellement fortement déficitaire en matières premières, attirant les convoitises de plusieurs groupements conventionnels. Structurellement, de nombreux élevages conventionnels ne peuvent pas se convertir à l'Agriculture Biologique, ce qui freine considérablement le développement potentiel de la production. Ajouté à cela, le contexte réglementaire a quelque peu perturbé la progression de la production porcine en 2018 (réglementation bio sur les bâtiments, fièvre porcine africaine...).

Près de la moitié de la consommation de porc bio en France est issue d'import, donc les opérateurs Français ont une place à se faire !

La Bretagne compte une 60aine d'élevages de porcs biologiques et un cheptel avoisinant les 1500 truies bio et en conversion en 2016. Une dizaine de passages en bio ont été recensés en 2017 et environ cinq en 2018. La typologie des fermes évolue avec l'émergence de fermes à plus de 70 truies quand la moyenne régionale par élevage est à 25 truies.

Le réseau GAB-FRAB a ainsi considérablement renforcé ses actions sur cette filière en 2018, pour pousser un développement le plus cohérent et le plus concerté possible de la filière.

Le marché à l'approvisionnement français est majoritairement contrôlé par les Organisations Economiques de Producteurs Bio, qui font des mises en place uniquement en lien avec des débouchés, donc notre réseau est confiant.

DYNAMIQUES EN VOLAILLES DE CHAIR ET POULES PONDEUSES BIOLOGIQUES: UN ENGOUEMENT INCONTESTABLE !

On assiste à une explosion des dynamiques en volaille de chair (apparition de débouchés en filière longue, sur l'est de la Bretagne, autrefois peu présents voire absents), mais cela reste une toute petite filière, à développer donc. La production volaille de chair en Bretagne recense une soixantaine d'élevages et environ 400 000 poulets bio produits (3 000 dindes, 12 000 pintades et 3 000 canards) en 2017.

En Bretagne, la production et la commercialisation de volailles de chair en région reposait historiquement quasi exclusivement sur des initiatives locales de producteurs, avec vente en circuits courts. Certains producteurs engagés en bio conservaient des poulaillers conventionnels, faute d'opérateurs en circuits longs en région, capable de valoriser ces productions une fois convertis.

La situation a cependant évolué en 2017 et 2018, avec le lancement d'activités bio par 3 opérateurs en Région (Bodin, Volailles Bio de l'Ouest et Volailles de Janzé) permettant d'envisager un développement de circuits longs au sein de cette production et le passage au 100% bio de certaines fermes ayant gardé des ateliers conventionnels faute de débouchés. D'autres opérateurs se positionnent également, et ont affiché leur ambition de développer une filière volaille bio (groupe Casino notamment).

On observe une mutation des élevages pondeuses avec une tendance à l'agrandissement. Même si les besoins en face sont énormes, attention à la cohérence des systèmes et au risque d'engorgement...

En œuf, « l'œuf cage » sera interdit sous peu, alors qu'il représentait encore 60% des volumes en 2018, donc toutes les filières alternatives se développent pour combler ce manque. En œuf, tout le monde se bouscule et les opérateurs conventionnels veulent tous développer cette filière.

Notre réseau est donc moins confiant. Peu d'opérateurs mettent des gardes fous et les GMS ont tendance à commander le même œuf à 5 fournisseurs différents (donc on met en place 5 fois plus que les besoins...).

Le risque se situe principalement sur l'approvisionnement en aliment bio. L'autonomie sur les fermes étant parfaitement contournable, les nouveaux bio peuvent se passer d'autonomie, ce qui arrange souvent les opérateurs des filières mixtes, qui peuvent revendre leurs aliments aux fermes.

Le réseau GAB/FRAB breton se mobilise et prévoit des actions en justice, en cas de dérives massives afin de préserver l'image de l'agriculture biologique.



DYNAMIQUES EN CÉRÉALES, OLÉAGINEUX ET PROTÉAGINEUX BIOLOGIQUES : UNE DEMANDE BIEN SUPÉRIEURE À L'OFFRE !

Les surfaces de céréales biologiques se développent en Bretagne et plus largement en France : +76% de surfaces engagées au niveau national, +30% en Bretagne entre 2014 et 2017. Pourtant, l'offre en céréales biologiques peine à suivre une demande en croissance de +15% en moyenne par an, tirée par le développement des élevages biologiques et la multiplication des démarches de relocalisation dans les filières meunières.

Les céréales et oléoprotéagineux biologiques représentent 20% des surfaces biologiques régionales. Le reste est principalement consacré à la production de fourrages (75% des surfaces bio bretonnes) et de légumes frais (4% des surfaces). La Bretagne reste une terre d'élevage : on estime que les deux-tiers des céréales produites sur les fermes bio de la région sont autoconsommées par les cheptels ou commercialisés en circuits courts.

Les besoins en filières longues à l'échelle régionale sont pourtant importants : fabricants d'aliments pour bétail, meuniers, boulangers... Alors que les surfaces céréalières bio bretonnes ont progressé d'environ 30% de 2014 à 2017, le cheptel de poules pondeuses bio en région, principal consommateurs d'aliments pour bétail, a progressé de 50% (et +172% pour le cheptel de volailles de chair !).

La FRAB estime qu'il faudrait 11 500 ha de cultures de céréales et oléo-protéagineux bio pour répondre aux seuls besoins alimentaires des cheptels monogastriques bio régionaux (porcs et volailles) en 2017, dont environ 6 000 ha de céréales et 3 000 ha de soja... que nous sommes évidemment très loin de produire en Bretagne.

Sur la même période 2014/2017, les besoins des meuniers en grains bio ont augmenté de 65% au niveau national. France Agri Mer estime que 100 000 tonnes de blé panifiable bio devront être importées sur cette même campagne pour répondre aux besoins des meuniers...

Le réseau GAB-FRAB a organisé à l'hiver 2018-2019 une série d'échanges locaux sur la filière céréalière biologique, à destination des producteurs. Les principaux collecteurs régionaux ont pu faire part de leurs besoins en céréales lors de ce débats : Agrobio-Pinault et UFAB (filiales 100% de bio des coopératives CECAB et Le Gouessant), Triskalia (coopérative mixte) et les Greniers Bio d'Armorique (nouvelle coopérative 100% bio régionale).

Malgré les réelles perspectives qu'offre la filière, il reste nécessaire de bien anticiper les mises en cultures et modalités de collecte entre producteurs et collecteurs. Plusieurs acteurs du développement de l'agriculture biologique dans l'Ouest, dont le réseau GAB-FRAB, éditent ainsi chaque année un document à ce propos : <https://www.agrobio-bretagne.org/wp-content/uploads/2018/05/Doc-grandes-cultures-2018-VF.pdf>



DYNAMIQUES EN LÉGUMES FRAIS ET LÉGUMES INDUSTRIE : DES FILIÈRES EN RECHERCHE DE PRODUCTEURS

Les fermes productrices de légumes biologiques sont en fort développement dans l'Ouest de la France depuis une dizaine d'année. En Bretagne, on compte 787 fermes biologiques productrices de légumes bio au 1^{er} janvier 2018, contre 163 en 2009, soit une hausse de +380% en 8 ans (Observatoire de la production biologique bretonne, FRAB, 2018) ! La région rassemble environ 20% des surfaces nationales de légumes biologiques.

La forte demande en légumes biologiques tire les installations et les conversions sur ces productions, avec des systèmes qui se répartissent en plusieurs catégories :

● **Des fermes maraîchères diversifiées**, où l'on cultive une grande diversité de légumes (souvent une 30aine d'espèces) sur une surface relativement restreinte (généralement moins de 10 ha, avec 5 à 20% de surfaces sous abris), avec des rotations rapides et une commercialisation majoritairement en circuits courts. Ces systèmes sont répartis sur l'ensemble de la région et développent une grande diversité de modes de commercialisation locaux : paniers, AMAP, vente en ligne, libre cueillette, marchés, magasins à la ferme...

● **Des fermes légumières spécialisées en circuits-longs**, orientées sur une gamme relativement restreinte de légumes (choux, artichauts...), cultivés sous-abris ou en alternance avec des céréales ou des prairies pour les systèmes plein champ. On retrouve ces systèmes essentiellement sur la côte Nord bretonne, fédérés par 2 principales coopératives, en recherche actives de producteurs biologiques:

- **Bio Breizh** : coopérative légumière 100% bio, qui rassemble 70 producteurs biologiques, et commercialise 15.000 tonnes de fruits et légumes bio chaque année en GMS et magasins spécialisés
- **L'AOP Cerafel** (marque Prince de Bretagne) : coopérative mixte, qui rassemble une centaine de producteurs biologiques sur un total de 2.000 producteurs et qui commercialise environ 20.000 tonnes de légumes biologiques

Une trentaine de projets de conversion étaient à l'étude fin 2018 dans l'ensemble des 2 groupements

● **Des fermes orientées polyculture-élevage**, qui intègrent des légumes plein champs dans leurs rotations (pomme de terre, petits pois, haricots...) pour une commercialisation sur le marché du frais mais aussi de plus en plus souvent pour le marché industrie, lui aussi très demandeur.

Trois coopératives régionales affichent des besoins conséquents en légumes biologiques depuis 3 ans pour de la surgélation ou de la conserve : CECAB-d'Aucy, Triskalia et la Coopérative St-Ivy, notamment en lien avec le surgélateur privé Ardo.

La frontière entre ces différents systèmes de production n'est pas toujours précise. D'après une étude réalisée par la FRAB en 2015, environ 20% des fermes bio bretonnes spécialisées dans la production de légumes conjuguait vente en circuits courts et vente en circuits longs.

Le pôle conversion

Produirebioenbretagne.fr, c'est le portail pour obtenir les premières informations sur le passage en bio en Bretagne. Vous y découvrirez les étapes d'un passage en bio et les questions à se poser, les interlocuteurs, les dispositifs d'accompagnement...

Produirebioenbretagne.fr rassemble aussi des témoignages, des ressources techniques et un agenda des événements de la conversion bio pour vous former et échanger : fermes ouvertes, rendez-vous techniques, formations et réunions d'information.

La particularité de ce portail est d'être le fruit d'un partenariat. Dans le cadre du plan ambition bio régional, la Fédération Régionale des Agriculteurs Bio et les Chambres d'Agriculture de Bretagne ont joint leurs forces pour créer un Pôle conversion bio régional, avec le soutien de la Région et des services de l'État.

Le pôle conversion a pour objectif de faciliter les démarches de conversions d'exploitations agricoles vers l'agriculture biologique en faisant connaître les dispositifs d'accompagnement et les structures compétentes sur le domaine.

Le pôle conversion en Bretagne, c'est aussi un réseau de partenaires qui travaille ensemble à défendre des valeurs communes :

- Développer l'agriculture biologique en Bretagne
- Anticiper pour des conversions réussies
- Inciter les agriculteurs à se faire accompagner, comme gage de réussite des conversions
- Permettre la pluralité des projets de conversion



Le portrait

LA PREUVE PAR L'EXEMPLE

3000 FERMES
Bio
EN BRETAGNE

MÛR-DE-BRETAGNE
CÔTES D'ARMOR



GUILLAUME ROBIN

BOVINS LAIT

INSTALLATION :
2013



SAU
55 ha



55
VACHES LAITIÈRES

Après une première expérience en GAEC avec ses oncles, Guillaume Robin a fait le choix de se réinstaller seul, sur un système herbager, avec un investissement limité. Une démarche qui l'a amené à passer en bio en mai 2018. Itinéraire de conversion.

« Depuis tout petit, j'ai toujours voulu faire ça ». Débit de mitraille, regard franc, une stature imposante mais un sourire avenant. Quand il dit ça, Guillaume Robin parle du métier d'agriculteur. Pourtant, ses parents ne sont pas du sérail. « Mais ils avaient une grosse sensibilité à l'environnement qu'ils m'ont léguée ». Et surtout, deux de ses oncles sont installés comme éleveurs laitiers. Gamin, son terrain de jeu, c'est la nature... et la ferme de ses oncles, où il se familiarise avec le métier. Au sortir de ses études, BTS ACSE (Analyse et conduite de systèmes d'exploitation) en poche, il décide de s'installer. « Quand tu sors d'étude, tu ne sais pas trop ce que tu veux. L'idée c'était de reprendre la ferme de mes beaux parents, qui partaient à la retraite, et ensuite de m'associer avec mes oncles. »

Guillaume s'installe en 2006. Dans un premier temps, il travaille seul. Le temps que ses oncles voient s'il est vraiment fait pour le métier. « En gros, je menais mon atelier lait et on avait nos cultures en commun. On a groupé en 2010. On arrivait à trois à 240 ha, 1 million de litres de lait, avec un atelier taurillon ». Très vite, Guillaume se rend compte que ce système ne lui convient pas.

« Quand je me suis installé, mon étude, mon plan d'entreprise... tout avait été délégué. Donc je nageais, il y avait plein de notions de gestion que je n'avais pas », se remémore l'éleveur. Guillaume sent que le projet ne lui convient pas et au bout de 6 mois, il décide de jeter l'éponge. « Quand j'étais seul, au début, j'avais le Contrôle laitier comme tout le monde, mais j'ai appris petit à petit. J'ai commencé à avoir de l'expérience sur l'herbe. J'étais sur un système 30 ares par vache, avec 95 ha groupés. Je valorisais beaucoup de dérobées, donc je me retrouvais avec des petites quantités de maïs. C'est comme ça que j'ai vraiment appris. D'un coup, j'arrive dans un GAEC où je suis responsable de l'atelier lait, et où je ne m'épanouis pas. Je me suis dit que j'aurais pu avoir le même poste en étant salarié, sans le risque financier derrière ».

Une fois le GAEC derrière lui, Guillaume se donne 3 à 4 ans pour retrouver une ferme avec des critères bien précis : une soixantaine d'hectares, parcellaire groupé, maison sur place, 300 000 litres de lait. « Je voulais

partir sur un investissement limité, à un euro du litre de lait, et je ne voulais pas reprendre de matériel. Mon but c'était de mettre en place un système tout herbe », relate l'éleveur. Il trouve rapidement une ferme de 51 hectares. Après une première rencontre en 2012, et quelques mois de salariat, il s'installe en février 2013, avec Jean-Jacques, son repreneur, qui le laisse mener son projet même s'il ne partage pas forcément sa vision. Son but, son maître mot : l'autonomie. « On parle d'autonomie, mais il faut aller jusqu'au bout. Pour moi, c'est être autonome sans les aides. Le prix et la maîtrise des charges opérationnelles doivent faire la différence. Ça fait six ans que je suis installé, il n'y a que l'année de crise où il manquait 3000 € pour arriver à l'équilibre sans la PAC ».

Dingue de chiffres

Guillaume est dingue de chiffres, de calcul. Il cherche sans arrêt à optimiser. Les deux premières années, il les passe sur la ferme avec son cédant, le temps que celui-ci parte à la retraite. Ils passent de 300 000 à 400 000 litres de lait, afin de dégager un revenu pour deux personnes. « Économiquement ça passait. Je tablais sur 60 000 € d'EBE, pas plus de 30-35 000 € d'annuité et à partir de là, je gardais 18 000 € de prélèvement privé. En mettant des résultats techniques moyens ». Les calculs de Guillaume sont précis. Durant les 5 premières années, son objectif a été d'optimiser. « J'ai saturé tous les postes : main d'œuvre, surface, épandage, quantité de lait, et je me suis constitué une bonne trésorerie. Une fois que j'étais bien assis, le choix c'était d'aller vers plus de pâturage, de diminuer le volume de lait produit en optimisant mes coûts alimentaires ».

Arrivé au pâturage par des groupes Cedapa, Guillaume accueille sur sa ferme une formation du GAB sur la ration hivernale. « Vu les objectifs de Guillaume, quand on a fait tous les calculs, et en faisant des simulations, on lui a dit : "Mais pourquoi tu ne passes pas en bio ?" », se souvient Élisabeth Dubois, technicienne élevage au GAB 22. « Si je suis allé en bio, c'est parce que ça passait avec 250 000 litres de lait, que je réduisais mon temps de travail et que j'optimisais mon pâturage. Le jour où il n'y a plus de pâturage, je change de métier. En passant en bio, j'arrêtais les phytos, et je me retrouvais complètement en accord avec mes convictions, en termes de production et d'environnement. C'est dans cette démarche que j'ai replanté des haies par exemple. ».

A sa deuxième installation, Guillaume fait

l'ensemble de ses chiffrages seul, il veut tout comprendre, tout maîtriser. Sa femme comptable l'appuie et il se forme sur le tas. « Des fois, je la tannais tard le soir pour comprendre certains chiffres », rigole-t-il. Il a entamé sa conversion en mai 2018, puis il a rejoint un groupe d'échanges. « A chaque fois, en groupe, il veut pousser le raisonnement loin pour comprendre tous les tenants et les aboutissants d'une pratique », explique Élisabeth. Car si Guillaume souhaite travailler seul sur sa ferme, il a besoin d'échanger avec ses pairs, de confronter ses pratiques. Et ce, même si la marche pour passer en bio n'était pas forcément haute pour lui. « Si je rentre dans un groupe, c'est pour passer un moment convivial, mais aussi apprendre quelque chose. Si quelqu'un fait une ration comme ci ou comme ça, je veux comprendre pourquoi. Quand je fais une ration, je regarde la partie temps de travail, le temps de mise en place, la pénibilité... Ce qui est important c'est d'avoir un objectif, et aujourd'hui certains n'en ont pas. Ils suivent, ils suivent, mais pour quoi faire ? ».

« Avoir les pratiques les plus en accord avec mes convictions »

« Il n'y a pas que le boulot dans la vie »

Côté temps de travail, Guillaume souhaitait être seul sur la ferme. Question de tempérament... et d'autonomie, encore et toujours. « Je ne voulais pas d'UTH caché. On voit bien dans les groupes, il y avait souvent un ou 2 UTH, entre guillemets, à traîner derrière. J'ai fait mon prévisionnel en étant seul en planifiant dès le départ 3 semaines de congés et 5 à 6 week-ends dans l'année. A un moment, il faut vivre, il n'y a pas que le boulot dans la vie ».

Pour lui, la bio permet de rémunérer le lait à sa juste valeur. Mais dans son prévisionnel, il a volontairement fait ses calculs avec un prix du lait bas, pour avoir des marges de manœuvre. « En entamant ma conversion, j'ai fait le choix de diminuer le nombre de vaches pour me ménager du temps. Ça a porté ses fruits. L'hiver, en conventionnel, quand tu es en bâtiment, tu as des rations plus complexes avec maïs, enrubannage, betterave. Tu ne vois pas la différence entre le week-end et la semaine en termes d'astreinte de travail. Mon objectif le week-end, c'est avoir juste la traite comme astreinte. Là, cet hiver, c'était les vacances pour moi », plaisante l'éleveur.

Guillaume aime être dehors, c'est la base de son métier. Voir ses vaches au pré, c'est sa fierté. « Avant de passer en bio, je mettais toujours une dérobée avant maïs, les vaches sortaient déjà beaucoup l'hiver. Moi, c'était hors de la stabul le plus tôt possible ». Au fil du temps, la part de maïs dans son assolement a diminué de 18 à 11 ha. « Malgré ça, j'ai eu des reports de stock importants ». Parallèlement, il a augmenté sa surface de pâturage, passant de 30 à 75 ares par vache. « Maintenant, j'ai vraiment l'impression de faire du pâturage », sourit Guillaume. A terme, il aimerait faire des rations hivernales composées uniquement de foin. Un système tout à l'herbe donc, avec 15 % de stocks pour la sécurité alimentaire. « Ce qui ne me plaît pas au niveau des ensilages, c'est leur aspect métabolique, qui peut entraîner des diarrhées. Le challenge, c'est donc de tout faire avec du foin. Je veux vraiment avoir les pratiques le plus en accord avec mes convictions », avance l'éleveur.

Une vache plus courte sur pattes

Toujours dans cette idée d'autonomie, il s'est mis à inséminer lui-même. Son objectif est de stabiliser son troupeau, de trouver le bon rythme de renouvellement pour se caler aux alentours de 54 vaches. « Un petit troupeau, quand on est proche de ses animaux, c'est aussi plus facile pour la contention. Quand tu les changes de paddocks régulièrement, tu es en contact avec tes bêtes, ça simplifie les choses », explique Guillaume. C'est d'ailleurs sur la période des vêlages qu'il veut se focaliser, car il appréhende les problèmes de non délivrance et les fièvres de lait. Dans son troupeau à base d'holstein, il a ramené récemment 10 normandes. « Je préfère acheter des vaches qu'un tracteur », taquine l'éleveur. Il cherche une vache avec une bonne reproduction, bien adaptée au pâturage, assez ronde, avec une mamelle correcte, et enfin plus courte sur patte, car sa salle de traite est assez haute. Pour Guillaume, « l'objectif, c'est d'avoir une vache sans problème. » Pour ça, il regarde aussi du côté des croisements trois voies : holstein, montbéliarde ou simental, rouge scandinave.

Bien des défis attendent Guillaume, mais il vit sa conversion sereinement. Il a ses objectifs et il va s'y tenir. « Il faut que le standard change, que le conventionnel ne soit plus la base », assure-t-il. C'est par là que les choses vont changer. Et il en est la preuve par l'exemple. ■

**Antoine Besnard, Rédacteur en chef
Symbiose**

Un réseau, des valeurs, des hommes



Le réseau FNAB est né et perdure grâce à la volonté et l'engagement des producteurs bio. Au-delà de son objectif de défense et de représentation des agriculteurs biologiques, le réseau promeut un développement cohérent, durable et solidaire du mode de production biologique. Pour préserver l'environnement et la terre, être en accord avec ses convictions profondes, offrir des produits sains.

Le réseau FNAB est présent dans les 22 régions françaises. En Bretagne, il est représenté par la Fédération régionale des agriculteurs bio et 4 GAB.

Le réseau GAB-FRAB Bretagne agit pour le développement de l'agriculture biologique, la représentation et l'accompagnement des producteurs bio et en conversion. Grâce à la FRAB et aux 4 groupements départementaux : Agrobio35, le GAB 56, le GAB 29 et le GAB 22, le réseau apporte des conseils techniques en bio, organise des formations et des échanges, et agit pour la structuration des filières.

Le réseau agit notamment dans :

- Le développement et l'accompagnement de la production
- Le transfert des pratiques biologiques vers les agriculteurs non bio
- La formation
- La recherche et l'expérimentation
- Le développement des filières
- La promotion de l'agriculture bio, de ses techniques et de ses produits

En 2015, le Réseau GAB-FRAB, c'est :

- 40% de producteurs bio bretons adhérents
- 40 producteurs bio bénévoles actifs : administrateurs, mandatés, responsables de commission

Une présence sur le territoire breton

- 1 fédération régionale, la FRAB
- 4 groupements départementaux d'agriculteurs bio, les GAB.

Des compétences transversales

- 55 salariés dont
- 21 techniciens
- 10 chargés de mission Filières et Restauration collective
- 6 chargés de missions Réglementation, Observatoire et Structuration des Filières
- 5 chargés de communication

Vos contacts en Bretagne



• **GAB 22** •

Les Agriculteurs **BIO** des Côtes d'Armor

GAB D'ARMOR

2 avenue du Chalutier sans Pitié |
BP 332 | 22193 Plérin cedex

Tél : 02.96.74.75.65

e.mail : [gab22\[@\]agrobio-bretagne.org](mailto:gab22[@]agrobio-bretagne.org)



• **Agrobio 35** •

Les Agriculteurs **BIO** d'Ille et Vilaine

AGROBIO 35

ZI SUD EST | 17 rue du Bas Village |
CS 37725 | 35577 Cesson Sevigné cedex

Tél : 02.99.77.09.46

e.mail : [agrobio35\[@\]agrobio-bretagne.org](mailto:agrobio35[@]agrobio-bretagne.org)



• **GAB 29** •

Les Agriculteurs **BIO** du Finistère

GAB 29 / MAB

Ecopôle Vern Ar Piquet | 29460 Daoulas

Tél : 02.98.25.80.33

e.mail : [gab29\[@\]agrobio-bretagne.org](mailto:gab29[@]agrobio-bretagne.org)



• **GAB 56** •

Les Agriculteurs **BIO** du Morbihan

GAB DU MORBIHAN

Zone d'activités de Keravel | 56390 Locqueltas

Tél : 02.97.66.32.62

e.mail : [gab56\[@\]agrobio-bretagne.org](mailto:gab56[@]agrobio-bretagne.org)



• **FRAB** •

Les Agriculteurs **BIO** de Bretagne

FRAB

ZI SUD EST | 17, rue du Bas Village |
CS 37725 | 35577 Cesson-Sévigné cédex

Tél : 02.99.77.32.34

e.mail : [frab\[@\]agrobio-bretagne.org](mailto:frab[@]agrobio-bretagne.org)

CONTACT PRESSE : Antoine Besnard

📞 02.99.77.36.77

✉ a.besnard@agrobio-bretagne.org

ILS SOUTIENNENT LA BIO EN BRETAGNE :

ENSEIGNEMENT AGRICOLE
FORMATIONS AUX MÉTIERS DE L'AGRICULTURE,
DE LA FORÊT, DE LA NATURE ET DES TERRITOIRES



Côtes d'Armor
le Département



www.agrobio-bretagne.org